**Arrête de mise à disposition**

**de M. / Mme ………………………………….**

**Grade ………………………………….**

***(Fonctionnare)***

Le Maire (*ou Président*) de ...................................................................................................,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu la convention de mise à disposition passée entre (*Collectivité ou établissement public d'origine*) ........................................................ et (*Organisme d'accueil*) ............................................................., annexée au présent arrêté,

Considérant que M..........................................., ............................................ (*Grade*) a pris connaissance de la convention de mise à disposition et qu’il (elle) a donné son accord pour sa mise à disposition par courrier en date du ………………..,

Considérant que l’assemblée délibérante (*collectivité d’origine)* a été préalablement informée de la mise à disposition de M……………………………..,

**Arrêté**

|  |  |
| --- | --- |
| **ARTICLE 1 :**  **ARTICLE 2 :**  **ARTICLE 3 :**  **ARTICLE 4 :**  **ARTICLE 5 :** | M./ Mme .................., (*Grade*) .................... titulaire est placé(*e*) à compter du .............., à disposition de (*Organisme(s) d'accueil*) .................... pour une durée de .......................... (*dans la limite de trois années renouvelables par période n'excédant pas trois années*), à raison de …….. heures hebdomadaires.  Il (*elle*) remplira auprès dudit organisme des fonctions d’un niveau hiérarchique comparable à celui des fonctions exercées au sein de …………………… (*collectivité d’origine),* à savoir : ……………………………….  L'intéressé(*e)* percevra la rémunération correspondant à son grade, versée par (*collectivité d’origine).*  A l’issue de la mise à disposition, M. /Mme …sera réaffecté(*e*) dans les fonctions qu’il (*elle*) exerçait précédemment ou dans l’un des emplois que son grade lui donne vocation à occuper.  Le (1) …………………….. est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :  - Notifié à l'intéressé(e),  Ampliation adressée au :  - Président du Centre de Gestion,  - Comptable de la collectivité.  -\* |

Fait à ................................, le ........................

Le Maire (*ou le Président*)

(*Nom Prénom)*

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère

1. Directeur Général des services si collectivité ≥ 2000 habitants

Directeur si EPCI

Secrétaire de Mairie si collectivité   
< 2000 habitants

exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un

recours gracieux exercé dans un délai de

deux mois à compter de la présente notification,

éventuellement suivi d’un recours pour excès de pouvoir

devant le Tribunal Administratif , dans un délai

de deux mois à compter, soit de la réponse de l’administration,

soit de la décision implicite de rejet de cette dernière.

Notifié le ...........................................

Signature de l’agent

\*Ampliation adressée également au Préfet si la mise à disposition est prononcée au profit d’une organisation internationale intergouvernementale, d’un Etat étranger, ou d’un organisme contribuant à la mise en œuvre d’une politique.